

FONDATEUR : AUGUSTE NEFFTZER (1861)

ANCIENS DIRECTEURS :

ADRIEN HÉBRARD (1867-1914)

ÉMILE HÉBRARD (1915-1925)

ADRIEN HÉBRARD (1925-1929)

LOUIS-MILL (1929-1931)

DIRECTEURS :

JACQUES CHASTENET ET ÉMILE MIREAUX

Le Temps

Le numéro : UN franc

PRIX DE L'ABONNEMENT

	Trois mois	Six mois	Un an
FRANCE et COLONIES	70 fr.	130 fr.	250 fr.
ÉTRANGER	110 fr.	210 fr.	405 fr.
Autres pays	150 fr.	295 fr.	565 fr.

LES ABONNEMENTS DATTENT DES 1^{er} ET 16 DE CHAQUE MOIS

Abonnements et publicité : au Temps,

28, rue Bellecorderie, Lyon

TÉLÉPHONE : FRANKLIN 27-42

Compte chèque postal : Lyon n° 904-51

BULLETIN DU JOUR

EN EXTRÊME-ORIENT

Singapour, Batavia, Rangoon, les succès des Nippons dans les mers du Sud se succèdent avec une rapidité qui surprend l'opinion internationale. Si grave qu'il pu être le défaut de préparation des Britanniques dans cette partie lointaine et la plus directement menacée de l'empire, on a peine à s'expliquer une suite de défaites qui révèlent chez les Nippons un vaste plan d'ensemble établi de longue date en vue d'une campagne de longue haleine. Cela témoigne d'une préparation minutieuse pendant des années, et il est incompréhensible que Londres et Washington n'aient pas été informés à ce sujet, que les deux puissances anglo-saxonnes aient cru pouvoir pratiquer à l'égard du Japon une politique intransigente, commandée par la dangereuse illusion que cet adversaire éventuel, réduit aux seules forces connues des anciens programmes navals, n'oserait s'attaquer au bloc anglo-américain encore renforcé de la Chine de Tchoung-King et des Indes néerlandaises.

D'autre part il n'est pas moins surprenant que, même après la chute du cabinet Konoïe et l'arrivée au pouvoir à Tokio du gouvernement à prépondérance militaire présidé par le général Tojo, la diplomatie anglaise et américaine ait pu se méprendre sur le véritable esprit dans lequel le Japon pratiquait le pacte tripartite, qu'elle ait pu supposer que cette puissance continuerait à poursuivre « son propre chemin », selon la formule du prince Konoïe, sans égard pour ses obligations envers ses alliés allemands et italiens, et s'efforcerait uniquement d'échapper à l'encerclement politique et économique dont elle était menacée, sans adapter en même temps son action aux nécessités d'une coopération effective avec les puissances de l'Axe. Un tel défaut d'information diplomatique et un tel manque de compréhension des véritables fins de la politique de Tokio ont conduit à commettre des fautes difficiles à réparer entièrement.

Ces fautes se paient à l'heure actuelle, par l'ébranlement jusque dans ses fondements de la puissance anglaise dans l'Orient lointain, et par le sacrifice douloureux de ceux qui s'étaient fies aveuglément à la protection de la force britannique. Les Hollandais en font la cruelle expérience, eux qui, réduits à leurs seuls moyens et après une héroïque résistance, ont dû souscrire à la capitulation sans conditions de leurs troupes défendant Java. S'il est exact que ces rapides conquêtes nipponnes ne décident pas encore de l'issue de la guerre du Pacifique et des mers du Sud, que la partie ne sera définitivement jouée, que lorsque la grande bataille navale, flotte contre flotte, que l'on prévoit au cours des semaines à venir, aura réglé en faveur de l'un ou de l'autre des adversaires la question de la maîtrise de l'Océan, il n'en reste pas moins que le Japon dispose désormais de toutes les lignes de départ essentielles et des voies de communication les plus rapides qui lui permettent de porter le gros de ses forces là où leur action peut produire les effets les plus utiles, tandis que les Anglo-Américains doivent opérer à d'énormes distances de leurs bases.

Par les avantages qu'ils se sont ainsi assurés, les Nippons sont maîtres de décider des opérations ultérieures. Leur prochain effort portera-t-il contre l'Australie ou contre l'Inde ? La question fait l'objet de vives discussions dans la presse internationale, mais il n'est pas exclu que les deux opérations soient entreprises simultanément. En tout cas, maintenant que leurs forces navales ont accès à l'Océan Indien, il tombe sous le sens que l'Inde se trouve directement menacée. La déclaration du général Sato, porte-parole du ministère de la guerre, selon lequel les forces de l'Axe se donneront bientôt la main dans l'Océan Indien, est caractéristique à cet égard.

LA GUERRE DANS L'EST

L'après lutte se poursuit du golfe de Finlande au bassin du Donetz où le gel et le dégel alternent

La lutte sur le front russe se poursuit dans les mêmes régions que ces derniers jours, et avec une intensité égale. L'offensive russe, qui va atteindre son centième jour, et que talonne l'approche du dégel, prend de plus en plus le caractère d'une lutte de vitesse avec le temps. Elle a été marquée jusqu'ici (et continuera vraisemblablement de l'être) par des combats d'une envergure telle, observe la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, qu'on n'en avait jamais vu de comparables au cours d'un hiver aussi rigoureux.

Le secteur du Centre et celui du Nord-Ouest demeurent les théâtres principaux de cette lutte. Dans le premier, les troupes soviétiques qui, sur la voie ferrée Viazma-Rjev, se sont emparées de Sistoheva (à égale distance de ces deux villes) s'efforcent d'élargir le coin poussé ainsi dans les fortifications établies le long de cette voie. En même temps les unités russes qui opèrent au nord de Smolensk, dans la région de Vel'ki-Demidov, redoublent d'efforts pour effectuer leur jonction, à l'ouest de Smolensk, avec celles qui, au sud-est de Smolensk, tentent de forcer les défenses de Yelnya.

Plus au nord, dans la région de Starala-Roussa (sud du lac Ilmen), on signale que de forts contingents d'infanterie, d'artillerie et d'unités blindées soviétiques, avançant au delà du lac Ilmen et du delta du Lovat, poussent en direction du sud-ouest ; ils seront engagés dans de nouvelles et puissantes attaques contre la 18^e armée allemande, qui sont en préparation.

Entre le lac Ilmen et Léninegrad, les forces soviétiques qui, avancées du nord et du sud, ont envahi de Tchoudovo, sur la voie ferrée reliant l'ancienne et la nouvelle capitale, ont opéré leur jonction à la hauteur de Lioubane, au nord-ouest de Tchoudovo. De violents combats se dérouleront de cette manœuvre mettront en péril la ceinture que la Wehrmacht a serrée autour de Léninegrad, voici bientôt six mois.

Dans le secteur Sud, entre Orel et Koursk, à la latitude de Dmitrovsk, les troupes allemandes auraient dû reporter leur ligne de défense à l'ouest de la voie ferrée Moscou-Kharkov.

Dans le bassin du Donetz, où le gel et le dégel alternent, les forces du maréchal Timochenko poursuivent leur offensive en direction de Dniepropetrovsk (sur la boucle du Dniepr), en même temps que plusieurs divisions attaquent sur un front allant de la région de Stalino à Taganrog. Des détachements russes auraient réussi à franchir, de nuit, la mer d'Azov gelée et à renforcer les unités qui opèrent sur les arrières des positions allemandes, à l'ouest de Taganrog.

Bilan des pertes slovaques

Bratislava, 11 mars. — Selon un communiqué publié par l'état-major du général Katlov, les pertes slovaques sur le front de l'Est, depuis le 22 juin 1941, se sont élevées à 271 tués et 51 disparus.

L'armée rouge souffrirait d'une pénurie de cadres

Berlin, 11 mars. — Le D. N. B. apprend de source militaire que les pertes en hommes subies par l'armée soviétique au cours de la campagne d'hiver placent l'état-major soviétique devant un problème redoutable. Le haut commandement soviétique s'inquiète surtout du manque d'officiers, ainsi que de la pénurie de spécialistes pour l'aviation et les chars. Ce sont surtout les cadres subalternes qui font défaut pour l'instruction des recrues.

La Russie aura la priorité dans les fournitures de guerre américaines

New-York, 11 mars. — M. Sumner Welles, secrétaire d'Etat par intérim, a déclaré que le gouvernement des Etats-Unis était prêt à suivre une politique d'aide totale à la Russie et que le gouvernement des Soviets aurait la priorité dans les fournitures de guerre prévues par la loi « prêt ou location ».

SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Des bombes sur Caen

Vichy, 11 mars. — Des avions britanniques ont lancé dans la soirée de lundi 3 bombes sur Caen, qui ont endommagé des maisons d'habitation et l'église du quartier de Vassel. On compte 3 blessés, et des dégâts importants ont été causés.

COMMUNIQUE ALLEMAND

Berlin, 11 mars. — Pendant la période du 1^{er} au 9 mars l'aviation britannique a perdu 65 appareils, dont 43 au-dessus de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord. Au cours du même laps de temps 19 avions allemands ont été portés manquants dans la lutte contre la Grande-Bretagne.

COMMUNIQUE ANGLAIS

Londres, 11 mars. — La nuit dernière nos bombardiers ont renouvelé leurs attaques contre des objectifs situés dans la Ruhr. 4 de nos appareils sont manquants. La visibilité au-dessus de la Ruhr était mauvaise, ce qui a rendu très difficile l'observation des résultats, mais des bombes d'une grande puissance ont été lancées sur les secteurs industriels.

L'effort de guerre en Allemagne

Stockholm, 11 mars. — Selon le correspondant du *Svenska Dagbladet* à Berlin et d'après des données officielles, les deux tiers du revenu national allemand sont consacrés à l'armement ou aux autres dépenses de l'armée. Plus des deux tiers de l'industrie allemande travaillent à la production de guerre.

Les pertes de la flotte norvégienne

Une statistique officielle, publiée à Oslo, révèle que depuis le début de la guerre jusqu'au 31 décembre dernier, la flotte marchande norvégienne a perdu le tiers de son tonnage d'avant guerre, soit un million et demi de tonnes. 1.300 hommes d'équipage ont trouvé la mort.

DANS LA MER DU NORD

COMMUNIQUE ANGLAIS

Le cuirassé « Von Tirpitz » échappe à une attaque
Londres, 11 mars. — L'ami-rauté annonce qu'à la suite d'une opération de reconnaissance on apprendrait que le cuirassé allemand *Von Tirpitz* avait quitté Trondhjem (Norvège) et naviguait vers le nord, le long de la côte norvégienne. Lundi matin 9 mars, le *Von Tirpitz* était repéré et attaqué à la torpille par l'aviation de la flotte. Il n'a pas été possible d'observer les résultats de cette attaque. Le *Von Tirpitz* s'échappa, protégé par un écran de fumée, en direction de la côte norvégienne. Nos forces de surface ne réussirent pas à prendre le contact avec l'ennemi, mais l'attaque de notre convoi fut évitée. Deux de nos appareils ne sont pas rentrés à la suite de l'attaque sur le *Von Tirpitz*.

Le *Von Tirpitz* est un cuirassé de 35.000 tonnes. Il appartient à la classe du *Bismarck*, qui fut coulé en même temps que le cuirassé anglais *Hood*. La construction du *Von Tirpitz* vient d'être achevée.

Stockholm, 11 mars. — Selon le correspondant berlinois du *Svenska Dagbladet*, dans les milieux autorisés allemands on s'attend à une recrudescence de la guerre navale dans le Nord. La base de Trondhjem a été dernièrement considérablement renforcée. Les unités navales allemandes opérant dans cette région, les cuirassés *Tirpitz*, *Sharnhorst* et *Gneisenau*, auront pour mission principale d'empêcher le ravitaillement de l'U. R. S. S. par les convois anglo-américains. On admet à Berlin qu'il en résultera vraisemblablement une intensification de la guerre sur mer dans le nord de l'Europe. Les forces navales allemandes devront également faire échec à toute tentative d'invasion anglo-saxonne dans le nord de la Norvège, éventualité à laquelle la presse allemande a souvent fait allusion ces derniers temps.

L'ÉDUCATION FAMILIALE

Nous pensons devoir revenir aujourd'hui sur « l'effort individuel et l'aide collective » dont nous essayions l'autre jour de montrer les rapports et la nécessité. Avec l'Etat, autour de l'Etat — qui s'efforce d'améliorer ou d'empêcher que ne s'aggrave la situation présente, et qui, simultanément, dispose les fondements d'un nouveau régime politique, économique, social, dont tous les avantages ne pourront apparaître que plus tard — chaque citoyen français a un devoir à peu près semblable à remplir. Dans l'étroit domaine de notre activité de chaque jour, nous pouvons, nous devons répudier la routine, nous montrer inventifs, ingénieux, pratiques, prévoyants, et contribuer ainsi au succès des entreprises et des essais gouvernementaux.

La jeunesse est évidemment l'élément capital de ce progrès, que nous désirons tous parce que nous en ressentons tous le besoin au spectacle et au souvenir de nos malheurs et de nos inconsciences passées et présentes. L'Etat, sur ce point, s'est montré fort entreprenant : l'adolescence se voit offrir toutes les occasions de se former, de se viriliser, d'acquérir la force mentale et physique qui fait les nations sages et prospères.

Mais toutes ces pédagogies sont dépendantes de celle qui s'exerce dans la famille. Avant de devenir un jeune homme énergique, bien portant et bien intentionné, l'enfant reçoit une première éducation au foyer familial, et sans doute est-ce celle-ci qui laisse les traces les plus profondes dans la nature de l'homme.

On n'a point à exhorter les mères et les pères français à chérir leurs enfants. Peut-être a-t-on à leur rappeler toutefois que l'affection maternelle et paternelle doit s'accompagner de circonspection. L'un des travers de nos mœurs, dans la famille française moyenne, c'est que l'enfant participe à toute la vie du foyer, étant à même d'entendre à peu près tout ce qui s'y dit. Sa « fraîcheur » n'en est pas généralement atteinte ; car la plupart des parents montrent quelque dignité dans leur manière de vivre. Mais le « petit » est trop vite averti de ce qu'est le monde, du moins de ce qu'il est le monde aux yeux de ses parents. Si le papa, comme il arrive souvent, est curieux de la chose publique et qu'il y apporte un peu trop de passion, l'enfant absorbe, pour ainsi dire, cet aliment frelaté.

C'est surtout dans les grandes villes qu'on entend des bambins de dix à treize ans exprimer leurs préférences politiques, et cela signifie seulement que les parents exposent chaque jour devant eux leurs opinions et traduisent leurs critiques en un langage dont la liberté ne garantit pas la sagesse. La religion et le patriotisme s'enseignent tôt ; mais il faut attendre pour faire connaître aux enfants l'histoire des « schismes » et l'art, habituellement peu édifiant, des controverses. Ce Français discuteur et disputeur qui prétendait naguère encore réformer, non seulement son pays, mais tout l'univers, il s'est initié dès l'enfance au culte des « idées » entre une mère patiente et docile aux directions de son mari, et un père avide de parler de ce qu'il ne connaît qu'à peine. L'électeur français d'hier était déjà là, dans sa fleur.

Eh ! sans doute serait-ce une bonne école de civisme que la famille, si la voix de l'expérience, de la prévoyance, y domine toujours. Mais pour être bon papa, on n'en est pas moins prompt à se plaindre de tout, à tort et à travers, à fronder, à recuser, en un mot à donner surtout des leçons d'indiscipline à l'enfant, qui ne saurait distinguer la part de la raison et celle du bavardage prétentieux dans les entretiens familiaux.

La famille française a souvent été citée en exemple par les moralistes et les sociologues, et la mère française mérite en tout cas les éloges qu'on a faits d'elle ; mais il faudrait que les parents s'accoutumassent à imposer à l'enfant un « noviciat » plus prolongé. Il faudrait le tenir plus longtemps à l'écart de tout ce qui n'est pas instruction et morale. Il lui viendrait assez tôt l'envie et le goût de contester l'excellence de l'enseignement reçu ; du moins, qu'il ait alors une première vue personnelle, même naïve, si l'on veut, de ce qui l'entoure. Mais jeter dans la vie de l'école et des jeux des enfants qui répètent les diatribes de leur père, c'est nuire à l'enseignement de la grammaire, et c'est contrevenir aux utiles disciplines du tennis ou des barres, éléments capitaux d'une saine pédagogie initiatrice.

Le penchant à tout critiquer, et particulièrement ce qu'ils ne comprennent qu'à demi, a causé de grands dommages aux Français. On les a dits « ingouvernables ». Ils seraient mieux disposés à se plier aux nécessités incommodes de la vie sociale si, dès l'enfance, on leur apprendait à tenir d'abord pour respectable la parole des « anciens », c'est-à-dire la parole de ceux qui assument des responsabilités générales. Le père veut bien être obéi ; néanmoins, il ne cesse guère de donner des exemples de désobéissance, et on le voit former des doctrines ou même des fanatismes en culotte courte et aux mollets nus. On est parfois enclin à en rire, ces excès ayant leur gentillesse ; mais l'enfant, finalement, est exposé aux châtiements du sort, pour avoir hérité l'orgueil excessif de son père.

Tandis que l'Etat se réforme, réformons nos foyers, réformons-nous nous-mêmes, en renonçant à nos prétentions les moins justifiées.

AUX ÉTATS-UNIS

Voyage de M. Stimson dans la zone du canal de Panama

Balboa, 11 mars. — M. Stimson, secrétaire à la guerre, est arrivé hier à Balboa (zone du canal de Panama) afin d'effectuer une tournée d'inspection des défenses du canal de Panama.

Les importations d'acier et de plomb aux États-Unis

Washington, 11 mars. — La commission sénatoriale des finances vient d'approuver un projet de loi exemptant de tous droits, pendant la durée de la guerre, les importations de plomb et d'acier.

Une zone de sécurité sur la côte du Pacifique

Washington, 11 mars. — Le gouvernement mexicain vient

LES SOUS-MARINS

SUR LES CÔTES AMÉRICAINES

Rome, 11 mars. — Un communiqué officiel annonce que « des sous-marins italiens opérant le long des côtes des États-Unis ont coulé 23.500 tonnes de navires ennemis. Le tonnage ennemi coulé dans cette zone au cours des dernières semaines se trouve ainsi porté à 50.700 tonnes ».

Washington, 11 mars. — Le pétrolier américain *Gulftrade*, jaugeant 6.776 tonnes, a été torpillé et coulé dans le nord de l'Atlantique. Les survivants sont arrivés dans un port de la côte orientale des États-Unis.

D'établir une zone de sécurité dans l'Etat de Sonora, sur une étendue de 180 kilomètres, le long de la côte du Pacifique.

LA GUERRE DANS LE PACIFIQUE

La menace sur l'Australie se précise davantage chaque jour

LES JAPONAIS ONT ATTEINT TARAOUADDI, EN BIRMANIE

Aux îles de la Sonde, les opérations sont pratiquement terminées. Toutefois, si l'on en croit M. Van Mook, 3.000 Australiens, Anglais et Américains poursuivraient la lutte à Java, et tous les points de résistance néerlandais ne seraient pas encore réduits.

Cependant, les combats qui se déroulent encore dans l'île, ainsi qu'à Sumatra, ne constituent plus que de simples opérations de police, le front de Java est passé au second plan. L'attention générale se portant désormais sur l'Australie et la Nouvelle-Guinée, qui semblent devoir devenir le centre d'opérations de vaste envergure, à plus ou moins brève échéance.

En Australie, où le gouvernement de guerre s'est réuni hier, on estime qu'une campagne dans laquelle seraient engagés de nombreux effectifs et un important matériel se prépare activement.

Des reconnaissances aériennes ont permis de constater que les Japonais qui ont débarqué en Nouvelle-Guinée à Salamaua, à Lee et à Finschaven, transportent fiévreusement ces villages de pêcheurs en dépôts de ravitaillement.

Pour parer au danger d'invasion qui semble se préciser chaque jour davantage, les travaux de défense sont activement poussés, tandis que le général Gordon Bennett, ancien commandant des forces australiennes en Malaisie, est nommé inspecteur général afin d'enseigner à l'armée australienne les méthodes de guerre employées par les Japonais.

En Birmanie, l'occupation de Rangoon, a donné le signal d'opérations importantes. Les avant-gardes nipponnes ont atteint Taraouaddi, à environ 100 kilomètres au nord de la capitale, après avoir réduit une poche de résistance britannique aux environs immédiats de Pégou.

Grâce à cette progression, dit-on à Tokio, l'armée japonaise contrôle désormais tout le delta du grand fleuve Irrawaddy. D'autre part, une importante colonne nipponne marche en direction de Bassien, le grand port sur la côte du golfe de Bengale.

Il semble que parallèlement à ces opérations le commandement japonais va tenter une avance vers Mandalay et la haute Birmanie, afin de couper définitivement le ravitaillement des troupes du maréchal Tchang Kai Chek et de stopper, si possible, l'offensive que les forces chinoises semblent préparer contre le nord de la Thaïlande.

Aux Philippines, le calme règne, troublé seulement par quelques escarmouches entre patrouilles. Il semble que dans cette partie du front de bataille la situation se soit momentanément tout au moins stabilisée.

Devant la situation actuelle des mesures importantes s'imposent, et les alliés n'ont pas manqué de « faire le point » à la lumière des derniers événements.

Dans un message adressé au Congrès, le président Roosevelt a déclaré que « toute la puissance des États-Unis se joindra à une offensive alliée que les nations unies doivent porter jusqu'au cœur de l'Axe ».

D'autre part, dans les milieux politiques de Washington, on indique que la conférence que le président Roosevelt a eue mardi avec le colonel Knox, secrétaire d'Etat à la marine, l'amiral King et l'amiral Hart, a eu pour objet de décider de la politique navale des alliés dans le Pacifique.

Dans ces mêmes milieux on indique d'autre part qu'au cours de cette conférence il aurait été également décidé d'acheminer d'importants renforts vers les théâtres d'opérations extrême-orientaux.

COMMUNIQUE ANGLAIS

La Nouvelle-Delhi, 11 mars. — Le grand quartier général britannique en Birmanie communique : On ne possède pas de nouvelles informations concernant les combats qui se déroulent sur le front central de Birmanie. Les services de l'administration civile dans la zone du delta de l'Irrawaddy ont été évacués avant les débarquements japonais dans cette région. L'aviation ennemie a attaqué une ville en Birmanie centrale. Dans les autres secteurs, il n'y a pas eu d'attaques aériennes.

De son côté, le quartier général de la R.A.F. communique : Les bombardiers de la R.A.F. ont attaqué Mouleim dans la nuit de lundi à mardi. Des bombes sont

tombées sur des réservoirs de pétrole, des chars et des avions dispersés au sol.

COMMUNIQUE AUSTRALIEN

Canberra, 11 mars. — Le haut commandement australien communique :

De nouveaux détails reçus sur les attaques effectuées par des escadrons de la R.A.F. sur les navires ennemis au large de Salamaua, en Nouvelle-Guinée, signalent que 4 navires ont été laissés en feu dont deux en train de couler et un croiseur qui a dû s'échouer sur la côte.

Un des bâtiments en feu est un gros navire de transport, un autre navire japonais a été atteint par 6 bombes de très gros calibre. Plusieurs navires ont manqué de leurs objectifs. Tous les avions australiens ont rejoint leurs bases.

COMMUNIQUE AMÉRICAIN

Washington, 11 mars. — Le département de la guerre communique :

Philippines : La situation dans la péninsule de Bataan n'a subi aucun changement. Aucune activité aérienne ou terrestre n'a été signalée au cours des dernières 24 heures. Les positions occupées par les forces en présence semblent être temporairement stabilisées.

Nouvelle-Guinée : Trois bombardiers américains ont attaqué, le 10 mars, des navires ennemis dans le port de Salamaua. Les appareils américains ont lancé treize bombes. Deux navires japonais ont été coulés, quatre incendiés et un autre s'est échoué. Tous nos appareils sont rentrés indemnes à leur base. Rien à signaler dans les autres secteurs.

Déclarations de l'amiral Hart

Washington, 11 mars. — Au cours de la conférence de presse du colonel Knox, secrétaire à la marine, l'amiral Thomas Hart, ancien commandant des forces navales alliées dans le Pacifique

Déclaration de M. Churchill sur le statut de l'Inde

Londres, 11 mars. — M. Winston Churchill a fait aujourd'hui aux Communes des déclarations relatives au problème de l'Inde et à la mission qui vient d'être confiée à Sir Stafford Cripps dans ce pays : « A la suite de la crise provoquée dans les affaires de l'Inde par l'avance japonaise, et dit notamment le premier ministre, il est apparu souhaitable au gouvernement britannique de voir s'unir les forces de l'Inde ».

Après avoir rappelé la déclaration par laquelle, en août 1940, le gouvernement avait défini sa politique à l'égard de l'Inde, politique qui tendait essentiellement à accorder à ce pays, aussitôt que possible après la guerre, le statut de dominion, M. Churchill a ajouté que l'évolution des événements avait amené le cabinet de guerre à envisager un certain nombre de mesures pour le présent et l'avenir.

Nous avions pensé à poursuivre M. Churchill, prendre des décisions immédiates, mais dans la crainte qu'elles fussent rejetées par les éléments essentiels à la vie des Indes, nous avons préféré nous assurer auparavant que nous envisagions deux aspects du problème : d'abord, le côté constitutionnel, et ensuite la question d'une collaboration totale de tous les partis politiques de l'Inde dans l'administration centrale.

Le porte-parole a dit que cette mesure était imposée par la solidarité croissante de la Chine, de l'Inde et de la Grande-Bretagne, et que, malgré la longue série de rapports intellectuels entre l'Inde et la Chine, le nouvel accord inaugure les relations politiques entre les deux pays.

Tchoung-King, 11 mars. — D'après l'agence chinoise Central News, le porte-parole du gouvernement chinois a déclaré que les gouvernements de Grande-Bretagne et de l'Inde ont accepté la proposition chinoise d'échange de représentants diplomatiques entre la Chine et l'Inde.

Le porte-parole a dit que cette mesure était imposée par la solidarité croissante de la Chine, de l'Inde et de la Grande-Bretagne, et que, malgré la longue série de rapports intellectuels entre l'Inde et la Chine, le nouvel accord inaugure les relations politiques entre les deux pays.

Vers l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Inde

Londres, 11 mars. — Examinant les conclusions auxquelles est arrivé le gouvernement britannique sur la question de l'Inde, et dont Sir Stafford Cripps est porteur, l'agence Reuter déclare notamment que celui-ci devra envisager deux aspects du problème : d'abord, le côté constitutionnel, et ensuite la question d'une collaboration totale de tous les partis politiques de l'Inde dans l'administration centrale et dans la poursuite énergique de l'effort de guerre indien.

Les nouvelles fonctions du général Gordon Bennett

Canberra, 11 mars. — M. Forde, ministre de la guerre, a annoncé aujourd'hui que le général Gordon Bennett, qui commandait les forces australiennes en Malaisie, a été nommé inspecteur général des forces australiennes.

D'autre part le major général Andrews prendra la direction des formations de volontaires chargées des opérations de guérillas.

Après l'attaque aérienne contre Salamaua

Sydney, 11 mars. — On précise maintenant de source officielle que les deux navires japonais qui avaient été laissés en train de sombrer après l'attaque de la R.A.F. contre Salamaua ont maintenant coulé. Le bilan de cette opération s'élève à neuf navires nippons atteints.

Bombardement de l'île de Christmas

Tokio, 11 mars. — De source officielle on apprend que la marine japonaise a bombardé l'île de Christmas, au sud-ouest de Java, causant de graves dégâts aux objectifs militaires.

L'état de guerre entre l'Australie et la Thaïlande

On apprend de source australienne que l'Australie et la Thaïlande se trouvent en état de guerre depuis le 2 mars à 15 heures.

M. Eden remplacera Sir Stafford Cripps pendant son voyage aux Indes

Londres, 11 mars. — Pendant le voyage de Sir Stafford Cripps aux Indes, c'est M. Anthony Eden qui assumera les fonctions de leader de la Chambre des communes.

Le fait qu'en ce moment un membre important du cabinet de guerre, qui est de plus le leader de la Chambre des communes, soit distrait de sa tâche et envoyé aux Indes montre l'importance particulière attachée par le gouvernement à la recherche d'une rapide solution du problème indien.

Sir Stafford Cripps ne partira pas seulement avec une expérience déjà grande et animé du vif désir de trouver une solution à ce problème, il abordera aussi la question avec une grande compétence dans les domaines juridique et diplomatique. Par suite de la mission confiée à Sir Stafford Cripps, les débats qui devaient avoir lieu à la Chambre des lords et aux Communes, sur l'Inde, ont été annulés.

Vers l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et l'Inde

Tchoung-King, 11 mars. — D'après l'agence chinoise Central News, le porte-parole du gouvernement chinois a déclaré que les gouvernements de Grande-Bretagne et de l'Inde ont accepté la proposition chinoise d'échange de représentants diplomatiques entre la Chine et l'Inde.

Le porte-parole a dit que cette mesure était imposée par la solidarité croissante de la Chine, de l'Inde et de la Grande-Bretagne, et que, malgré la longue série de rapports intellectuels entre l'Inde et la Chine, le nouvel accord inaugure les relations politiques entre les deux pays.

LETTRE DE TURQUIE

La Turquie aux prises avec les difficultés économiques

La Turquie est entrée tout d'un coup dans la voie de l'économie de guerre et des restrictions. Elle y a sans doute été contrainte par les événements ; mais, profitant de la dure expérience des autres, elle s'y est aussi résolue par simple sagesse et longueur de vues. Et si aujourd'hui le gouvernement d'Ankara sait utiliser les armes qu'il s'est forgées, il est possible que, tout en ayant mis fin radicalement à une ère de prospérité, tenait du miracle, il puisse maintenant dans le pays, même si l'incendie le cerne plus étroitement encore, un niveau de vie qui lui enverra l'Europe.

Le changement a été soudain, oui. Mais pas si brutal pourtant que la population ait eu l'impression de se trouver tout d'un coup à la merci de la guerre. Les difficultés alimentaires, en fait, jusqu'en cette veille de printemps, n'ont pas été telles qu'il a été bouleversé. Et il est possible au surplus que l'évolution de la situation internationale permette au gouvernement d'Ankara de laisser dormir dans le code quelques-uns des articles draconiens de cette loi sur la protection nationale.

Jusqu'à l'hiver 1941, on le sait, les Turcs, pris dans leur ensemble, n'avaient guère eu à souffrir de la guerre ni même de ses répercussions.

Ce bonheur, ils le devaient surtout à ce que la Turquie est un pays essentiellement agricole dont la population, composée pour l'immense majorité de paysans, trouve sur le sol national même la plus grande partie de ce qu'elle consomme. Ils le devaient aussi à la politique adroite de leur gouvernement, qui, ami de tous les belligérants et menagé par eux, savait tirer des avantages appréciables des uns comme des autres, ce qui lui permettait de parer aux seules difficultés auxquelles il avait à faire face : l'entretien et le fonctionnement du matériel industriel, le ravitaillement en certains produits manufacturés ou chimiques, l'équipement d'une forte armée mise sur le pied de guerre pour la garde aux frontières, qui sont immenses.

Les dirigeants d'Ankara ont su ainsi leur pays de l'asphyxie dont il était menacé à chaque instant depuis l'explosion du conflit. Mais, ce jeu, ils ne pouvaient le jouer souvent qu'au jour le jour. Parfois ils n'étaient même pas sûrs de recevoir ce qu'ils avaient demandé et qui leur avait été accordé. Et puis il leur était difficile, malgré tout, de réaliser toujours entre tous leurs fournisseurs cet accord paradoxal qui faisait que chaque concurrent acceptait de leur livrer exactement ce que l'autre était dans l'impossibilité de leur procurer.

Cela explique en partie pourquoi la Turquie s'est trouvée tout d'un coup en présence d'une situation et d'éventualités telles qu'il lui a fallu prendre d'urgence des mesures de « protection nationale ». L'extension du conflit mondial a restreint les possibilités de ses divers pourvoyeurs. A ceux-ci, absorbés les uns et les autres par des tâches immenses, il est, il sera toujours plus difficile de maintenir avec la Turquie des relations commerciales suivies, ou même de tenir leurs engagements. Enfin, la Turquie se trouvant soudain dans le besoin, certains pourraient être tentés de mettre des conditions plus ou moins ouvertement exprimées à

mercé, le gouvernement peut prohiber ou limiter la consommation, la vente et la fabrication de quelque article que ce soit ; il peut interdire aux industriels et aux commerçants, et même aux particuliers, de constituer des stocks. Le gouvernement peut aussi fixer les prix pour les articles d'importation et d'exportation, il peut également déterminer les prix maxima internes des articles de son choix, de même que le taux des bénéfices à ajouter à leur prix de revient. La remise d'une facture à tout acheteur peut être rendue obligatoire. De nombreux articles réglementent enfin étroitement la vente et toutes les opérations commerciales.

Travail : la journée de travail peut être prolongée jusqu'à concurrence de trois heures supplémentaires. Les dispositions restrictives au sujet du travail des femmes et des jeunes garçons et filles âgés de plus de douze ans, dans les travaux industriels, peuvent, par décision du gouvernement, ne pas être appliquées. Il en est de même pour les dispositions des lois sur le repos hebdomadaire et les vacances générales.

Dans le domaine des transports le gouvernement peut réglementer, limiter ou interdire la circulation des moyens de transport privés de toutes sortes. Il peut acheter ces moyens de transports terrestres et maritimes, même appartenant à des étrangers ; toutefois, pour ces derniers, avec leur consentement.

Tel est l'essentiel de la nouvelle loi. Quand on sait que le gouvernement a déjà le droit de se réserver toute la production agricole, on se rend compte que toute l'économie turque peut se trouver du jour au lendemain strictement étatisée. On n'en est pas encore là, certes. On peut même dire que les mesures qui ont été prises jusqu'ici — régulation des stocks de certaines marchandises et de certains produits, institution de cartes de rationnement pour d'importantes catégories de la vie de la nation — l'activité économique est sans doute aujourd'hui considérablement réduite. Mais, si les produits manufacturés dont quelque peu défaut, les magasins d'alimentation sont encore abondamment pourvus et ne refusent pratiquement rien à leurs clients. Or c'est plus qu'il n'en faut à un pays qui ne peut pas dire d'un peuple qu'il est privilégié. Et les Turcs s'en rendent bien compte.

SAINT-HERVÉ

Après l'attentat contre M. von Papen

Istanbul, 11 mars. — Le total des arrestations opérées à la suite de l'attentat contre M. von Papen s'élève actuellement à 37.

Il est probable que la liste des arrestations est close, mais des mesures d'expulsion seront prises contre les ressortissants de certains pays balkaniques, qui n'ont pas d'occupation définie en Turquie.

On croit d'autre part que les dossiers d'un certain nombre d'individus d'origine étrangère qui avaient bénéficié ces derniers temps de la loi de naturalisation turque, seront révisés.

Enfin, une vérification sévère de l'identité de tous les étrangers résidant en Turquie a été entreprise.

Les relations commerciales avec les pays anglo-saxons et l'Allemagne

Istanbul, 11 mars. — M. Frank, directeur de l'Union commerciale anglaise pour le Proche-Orient, est arrivé en Turquie. Il se propose, dit-on, d'étudier les moyens de main-

LA SANTÉ DU ROI DE SUÈDE

Stockholm, 11 mars. — L'état du roi Gustave, qui a subi avant-hier une opération, a légèrement empiré.

Voici le texte du bulletin de santé publié à cette occasion : Sa Majesté a dormi calmement la nuit dernière. Elle a subi au cours de la matinée la plus grande partie de la plus importante des opérations de sécrétion des muqueuses des voies respiratoires.

La température a légèrement augmenté. L'activité du cœur est bonne. Le roi se sent fatigué, mais l'état général est inchangé.

Aujourd'hui, Sa Majesté a pu s'asseoir pendant un court instant.

La composition et le programme du nouveau gouvernement d'Iran

Istanbul, 11 mars. — On mande de Téhéran : La délegation du Parlement iranien a reçu M. Souheili, qui vient de former le nouveau gouvernement. Celui-ci a donné les précisions suivantes quant à la composition du cabinet.

S. Siadiri, ancien ministre d'Iran en Irak, a reçu le portefeuille des affaires étrangères, et M. Rassi, ancien ministre d'Iran en France, s'est vu confier celui de l'Intérieur.

Le nouveau gouvernement se présentera devant la Chambre le 12 mars ; il a établi un programme en huit points, comprenant entre autres des mesures pour l'exécution des traités existants, la réorganisation de l'armée et le ravitaillement.

L'Azerbaïdjan iranien aurait été annexé à l'I.R.S.S.

Istanbul, 11 mars. — Selon des informations parvenues de Téhéran, l'Azerbaïdjan iranien aurait été annexé aujourd'hui à l'I.R.S.S.

Depuis un certain temps les éléments communistes déployaient une vive activité dans cette province, située au nord-ouest de l'Iran et au sud de la République soviétique d'Azerbaïdjan.

PETITES NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE. — M. Herbert Morrison, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, a annoncé aux Communes que des mesures extrêmement sévères avaient été décidées afin de lutter contre le marché noir : la première infraction sera punie d'un an d'emprisonnement et les peines pourront aller jusqu'à 1 an de travaux forcés. Les instigateurs du marché noir seront poursuivis et condamnés.

PORTUGAL. — Un service religieux a été solennellement célébré en l'église italienne pour le repos de l'âme du duc d'Aoste, en présence notamment de M. Salazar et du général Amílcar Mota, qui représentait le président de la République. Le ministre de la marine, l'ambassadeur d'Espagne et les ministres italiens et allemands, ainsi que de très nombreux officiers de l'armée portugaise, étaient assistés à la cérémonie.

JAPON. — M. Naotaka Satoh, nouveau ministre du Japon en U.R.S.S., a quitté Tokyo aujourd'hui à midi, pour rejoindre son poste.

tenir et de développer, si possible, malgré les difficultés actuelles, les relations commerciales entre la Grande-Bretagne, le Proche-Orient et la Turquie.

On note que l'arrivée de M. Frank coïncide avec celle de M. Achmet Djénil Djonk, directeur de l'office du commerce turc, qui vient de rentrer d'Allemagne après y avoir conclu d'importantes marches, et plus généralement avec la reprise sur une grande échelle des relations commerciales germano-turques.

Tout indique que l'on va de nouveau assister comme l'été dernier, dans le domaine économique, à une lutte d'influence entre les Allemands d'une part et les Anglo-Saxons d'autre part en Turquie.

La bataille de Cyrénaïque

Depuis plus d'un mois les opérations militaires sont à peu près arrêtées en Cyrénaïque. Les adversaires sont au contact sur la ligne qui s'étend approximativement de la route du littoral du désert, entre Ain-El-Gazala et El-Mechili. Seules des actions de patrouilles, parfois appuyées par des chars et de l'artillerie, sont signalées par les communiqués. En revanche, les avions adverses se livrent, dès que le temps le permet, à des bombardements intenses sur les arrières ennemis, sur les concentrations de troupes, sur les colonnes en marche, sur les ports utilisés pour le ravitaillement, sur les convois qui sillonnent la Méditerranée, sur les bases servant de points de départ aux bombardiers. Malte particulièrement.

Il y a lieu toutefois de mentionner de brefs combats qui se sont livrés dans le Sud du désert libyen, entre cavaleries motorisées, dans les oasis isolées de l'ezzan et de Koufra, occupées par les Italiens.

Les torpilleurs Solferino et San-Martino ont coulé chacun, à des dates différentes, et à des endroits différents, un sous-marin ennemi, ce qui fait qu'au cours des dernières semaines, l'ennemi a perdu au total en Méditerranée 6 sous-marins.

COMMUNIQUE ALLEMAND

Berlin, 11 mars. — En Afrique du Nord, plusieurs patrouilles britanniques ont été repoussées dans la région d'El-Mechili ; des colonnes ennemies ont été bombardées.

COMMUNIQUE ITALIEN

Rome, 11 mars. — Un engagement a eu lieu dans la région d'El-Mechili entre les éléments de reconnaissance ennemis et une de nos patrouilles. L'ennemi a été mis en fuite et a subi des pertes.

Nos formations aériennes ont attaqué avec succès des engins mécanisés d'un grand nombre ont été endommagés. L'aviation ennemie a fait une incursion sur Benghazi. On ne signale ni dégâts ni victimes.

Le président brésilien habilité à déclarer l'état de guerre

New-York, 11 mars. — On mande de Rio-de-Janeiro à l'Associated Press : Le président Vargas a signé aujourd'hui un décret qui lui donne la possibilité d'instituer l'état d'urgence et de déclarer l'état de guerre s'il le juge nécessaire.

Le décret ajoute : Lorsque l'état d'urgence aura été déclaré, le président, dans l'intérêt de la sauvegarde du bien-être moral et matériel de l'Etat et de ses nationaux, pourra déléguer, avec l'approbation préalable du pouvoir législatif, la suspension des garanties constitutionnelles prévues pour la liberté et la liberté de personnes ou de ressortissants d'Etats étrangers qui, par une forme quelconque de leur activité, auraient commis des actes d'agression nuisibles à l'Etat brésilien.

Le décret signé aujourd'hui par le président Vargas autorisant à déclarer l'état d'urgence dans le pays déclare notamment : En cas de menace étrangère ou d'une immence de troubles intérieurs tels que l'existence d'un plan de conspiration tendant à troubler l'ordre public, la paix intérieure ou la structure constitutionnelle de l'Etat et de ses citoyens, le président déclarera l'état d'urgence dans tous les territoires du pays ou dans la partie du pays

Les biens des ressortissants de l'Axe pourront être saisis

Rio-de-Janeiro, 11 mars. — L'additif apporté à la Constitution par le président Vargas donne pratiquement à l'Etat le droit de saisir éventuellement les biens des ressortissants de l'Axe, en dédommagement des torpillages de navires brésiliens.

On sait que de nombreux Allemands, Italiens et Japonais se sont établis au Brésil.

Restrictions dans le trafic maritime brésilien

New-York, 11 mars. — On mande de Rio-de-Janeiro à l'Associated Press : La compagnie de navigation Lloyd Brasileiro a annoncé aujourd'hui que le gouvernement avait donné l'ordre de suspendre tous les départs de ses navires vers les Etats-Unis et de rappeler à Rio tous les bâtiments actuellement en route vers les Etats-Unis.

Cette compagnie ajoute que ces instructions ont été communiquées à plusieurs navires actuellement dans le port de Santos et en cours de chargement, à destination des Etats-Unis. Ces bâtiments devront rentrer à Rio et attendre de nouvelles instructions.

Cette décision fait suite au torpillage de quatre cargos brésiliens au large de la côte orientale des Etats-Unis.

NOUVELLES DU JOUR

L'amiral Darlan à Toulon

L'amiral Darlan est arrivé hier matin à Toulon, à 9 h. 30, pour un court séjour.

Le voyage d'information de M. Charbin

M. Paul Charbin, secrétaire d'Etat au ravitaillement, qui accomplit actuellement un voyage d'information, a passé les journées de lundi et mardi à Angers et à Nantes. M. Charbin a été reçu mercredi à Poitiers d'où il a regagné Vichy.

Le secrétaire d'Etat s'est informé des situations locales et régionales, il a fait un appel pressant auprès des personnes qu'il a reçues pour que s'organisent activement des cultures maraîchères aux abords des agglomérations urbaines, dans ces régions où l'absence de main-d'œuvre, malgré les inévitables difficultés du rationnement, souffrent sensiblement moins que l'ensemble du pays.

M. Paul Charbin a fait également un appel à la solidarité pour que les impositions destinées à l'approvisionnement des régions déficitaires soient rigoureusement observées.

Le secrétaire d'Etat s'est tout spécialement occupé de la collecte du blé. Il a commenté, devant les personnes responsables des régions visitées, les mesures récentes décidées pour activer la collecte des derniers contingents de blé susceptibles de permettre la soudure avec la prochaine récolte. Il a insisté sur la sévérité des mesures qui doivent être prises à l'égard des fraudeurs du blé, trafiquants du marché noir ou stockeurs clandestins, même de petites quantités.

Les obsèques du gardien de la paix Goyot

Les obsèques du gardien de la paix Goyot, tué dans la nuit du 10 au 11 mars, ont été célébrées hier matin en la chapelle de l'hôpital de Grange-Blanche, à Lyon, en présence d'une assistance nombreuse. Parmi les personnes présentes, on notait la présence de MM. Angeli, préfet régional, et Mme Angeli ; le général de Saint-Vincent, gouverneur militaire ; Jacquier, premier président de la cour d'appel ; Roux, président de la Légion ; Senéchal, procureur général ; Bissol, intendan régional de police ; Ducasse, procureur, etc. D'importantes délégations de la police nationale, des services de la sûreté nationale et des gardiens de la paix, étaient venues rendre un dernier hommage à leur camarade victime du devoir.

A l'issue de la cérémonie religieuse, des discours ont été prononcés par le président de l'association des gardiens de la paix, au nom de l'association des gardiens de la paix, par M. Ducasse, procureur, au nom du corps judiciaire, et par M. Angeli, préfet régional, qui a rendu hommage à l'esprit de sacrifice et de sentiment du devoir dont, en la circonstance, le gardien de la paix s'est animé.

Tâche ingrate, certes, que la leur, a dit M. Angeli, et dont les difficultés sont trop souvent méconnues à une heure cependant où la police archaïque, désemparée, fournit avec un admirable dévouement un effort sans précédent. Le gouvernement lui-même, a-t-il dit, doit être fier de l'hommage qu'elle mérite. Cet hommage venant après le relèvement de sa situation matérielle, après la création de notre grande école nationale, montre à la police la place qu'elle occupe dans ses préoccupations.

C'est que, plus que jamais, ceux qui servent au bien de la patrie ont droit d'être à l'honneur. L'ordre public n'est plus seulement le respect de la loi, c'est la sauvegarde de la vie. Le gardien de la paix, c'est l'homme qui, dans la rue, dans la ville, dans le pays, est le gardien de la paix et de la sécurité.

LA FRANCE D'OUTRE-MER

UNE QUINZAINE IMPÉRIALE

Le secrétaire d'Etat aux colonies organisera, du 18 mai au 1er juin, une quinzaine impériale comprenant un ensemble de manifestations destinées à susciter la vocation coloniale.

Etude de M. DUCROUX, notaire à CHAROLLES

A VENDRE

AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

BEAU DOMAINE

En Charollais, dit « Le Vernay », d'une superficie de 15 hectares, avec maison d'habitation, dépendances, puits, etc.

Exploitation par métabas FRANCS

MISE A PRIX : 1.500.000 FRANCS

Pour encherir, demander auto-

ne et d'acheter, s'adresser à M. Boudry, expert-géomètre, à Paris, 10, rue de Valenciennes, ou à M. Ducreux, notaire à Charolles.

cochons sauvages, on comprend pourquoi il n'y avait pas foule, en 1735, pour tirer parti des richesses de l'île.

On se demandera peut-être pourquoi, dans ces conditions, La Bourdonnais était attiré à ce point par l'île de France et comment il avait pu rallier à ses idées de puissantes personnalités parisiennes. Mais c'est que notre héros, ayant travaillé pour la Compagnie des Indes, laquelle ne possédait encore en Asie que quelques comptoirs, se rendait compte de l'intérêt que pourrait présenter pour elle une escale intelligemment aménagée pour qu'on pût accéder à la mer, et ce que cette escale pourrait offrir à nos navires de commerce et de guerre. Alors nous serions en droit d'envisager mieux que de simples débouchés en Asie...

La Compagnie des Indes, qui n'avait pas ces larges vues, et qui n'aurait pas beaucoup entendu parler de dépenses, ne comprit pas d'abord les plans de La Bourdonnais, car celui-ci était — comme un Lyantey plus tard — un colonisateur de génie ne songeant pas, pour ceux qui l'employaient, au service immédiat. La Bourdonnais était donc beaucoup plus à l'avance que ses contemporains.

Il avait compris que, de la capitale, Port-Louis, dont la rade était d'accès commode, on pouvait faire un véritable port, et qu'il serait nécessaire aussi d'y édifier de véritables maisons en pierre au lieu des pauvres cases, et des entrepôts, des bureaux, un arsenal, un hôpital, une chapelle, une boulangerie (car il n'oubliait ni les besoins du corps ni les besoins de l'âme) ; il voulait aussi un aqueduc qui amènerait l'eau de la ville au caserne, un vrai quai, un moulin à vent. Il fit bâtir des chantiers, un pont volant, creuser des routes, construire des navires, fortifier la rade et la ville : redoutes, retranchements, batteries, citadelle. On aurait dit qu'il avait appris tous les métiers.

Henriette CHARASSON.

(A suivre.)

FEUILLETON DU « TEMPS » DU 13 MARS 1942

François Mahé de La Bourdonnais le premier grand colonial français

« Noël ! Noël ! » criaient les gamins, pieds nus, plus ou moins déguenillés, au milieu des femmes, des commerçants et des gens de mer qui s'étaient installés entre la Découverte et la pointe de l'Éperon pour voir rentrer, à Saint-Malo, l'Assommoir, qui revenait des mers du Sud, au début du dix-huitième siècle, les soutes garnies d'étoffes de l'Inde, d'épices des Indes, de tabac de Saint-Domingue, et aussi de toutes ces pièces d'or et d'argent gagnées en commerce avec le Mexique, le Chili et le Brésil. Maître Alain Porée, capitaine du voilier l'Assommoir, parti « aux découvertes » (comme on disait alors), revenait riche et son armateur était content ; on le regardait comme le premier marin de Saint-Malo après Duguay-Trouin, le fameux corsaire, et depuis son départ, le 13 février 1788, on s'était souvent demandé s'il reviendrait, et quand.

A cette époque, Saint-Malo passait pour l'une des plus riches villes de France, grâce à ses hommes de mer. Tout le monde y vivait par la mer, tout le monde y travaillait pour la marine, depuis l'armateur et le commerçant, jusqu'au charpentier et chaudiériste, qui avaient fort à faire, Anglais et Hollandais ne se lassant pas d'échanger (et pas pour rien) des boulets avec les bateaux malouins. Si pourvue était-elle qu'en 1709 les bourgeois enrichis par le négoce avaient pu prêter (sans espérer se les faire rendre, mais ils le prétendaient bien se rattraper avec les privilèges qu'ob-

tendraient leur flotte) à Louis XIV une bonne dizaine de millions. Et des millions de ce temps-là valaient plus de vingt fois les nôtres ! On a même prétendu que dans les vingt premières années du XVIII^e siècle ce fut trois cents millions de livres d'argent qui, grâce à tous ces voyages lointains sur des mers peu connues, entraient dans les coffres de Saint-Malo ! C'est dire que navires de commerce et corsaires et capitaines n'étaient pas peu de chose aux yeux des habitants...

Parmi les gamins qu'enthousiasmait ce retour de l'Assommoir sur la belle mer d'émeraude, il y en avait un, petit et râblé, avec de bonnes grosses joues, qui couvait le voilier d'un regard ardent. Il avait dix ans. Un garçon, pieds nus, comme les autres, habillé à la va-comme-je-te-pousse, ainsi qu'il était d'usage alors à Saint-Malo même chez les gentilshommes, et le lieutenant de Chateaubriand, un demi-siècle plus tard, n'était pas mieux loti que François Mahé, ni pourvu de camarades plus distingués. Une parfaite égalité régnait, parmi cette foule enfantine, sur les beaux remparts et sur les grèves.

Sans doute François Mahé, ce jour-là, ne mélangait pas ses clamours à celles de ses camarades, car, pour violent qu'il fût (« dur », comme on le lui reprochera souvent en oubliant qu'il était également dur pour lui-même), il se montra toujours grave, silencieux et concentré ; mais il fermait les poings, serrait les dents, les yeux fixés sur

l'Assommoir et sur son prodigieux capitaine et il répétait en lui-même : « Moi aussi je veux embarquer. Je veux embarquer. Je veux embarquer. »

Il le répétait si souvent, et alors à voix haute, qu'un jour son frère le prit au mot, son frère Jacques Mahé de La Bourdonnais, sieur de La Villey, gros négociant d'origine bretonne, fixé depuis la fin du XVIII^e siècle à Saint-Malo.

En ce temps-là, quiconque voulait embarquer, fût-il d'une famille très ou pas, n'allait point faire ses études au Borda ou dans quelque école de la marine de commerce. Non. On disait : « Tu veux la mer ? Eh bien, vas-y ! » Et sans plus attendre on vous plaçait le moultard comme mousse à bord d'un bateau partant pour les Indes. S'il trouvait le métier trop dur (et il l'était alors, la vie à bord se révélait rude et les matelots sans ménagements) il n'avait, à son retour, qu'à débarquer... pour toujours !

Mais François Mahé n'était pas de ceux qui débarquaient ou qu'on débarquait. Toute sa vie il continuait à errer les dents et à affronter les tempêtes : celles de la mer, et celles de la terre où les provoquent les hommes.

Il embarqua ainsi à douze ans ; à quatorze il voguait vers les Philippines. Mais alors on vit que celui qui devait devenir le dur et glorieux La Bourdonnais n'était pas tout à fait semblable aux gamins de son âge, ravis d'échapper à l'école ; au lieu de se réjouir d'avoir évité pour toujours la férule des professeurs, ce petit moultard se lia, dans ce second voyage, avec un père jésuite qui se trouvait à bord, et il se mit, la nuit (car de jour il ne fallait pas compter s'occuper d'autres choses que de son service), à étudier les mathématiques avec le religieux, « commandant au sommeil » comme il le dit soûlement dans ses Mémoires, et faisant déjà preuve, en l'occasion, de cette domination de soi-même dont il devait donner tant d'exemples au long de toute sa

vie, et, proche de sa mort, dans la grande crise qu'il traversa alors. Pendant plus de quinze ans encore, notre héros se brouillait, tantôt bon, tantôt dans le Nord, tantôt dans la Méditerranée, plus tard pour le compte de la fameuse Compagnie des Indes, à laquelle il sauva un bateau qui coulait, grâce à son courage et à sa prompte initiative, ce qui lui valut alors d'être nommé capitaine en second à vingt-six ans !

De plus en plus en La Bourdonnais adulte s'accroissent les qualités du petit moultard volontaire qui prenait ses heures de sommeil pour apprendre ce qui lui semblait nécessaire à la carrière où il avait décidé d'exceller ; peu à peu il se révèle technicien de la voile, il apprend l'art des fortifications, la tactique : toute occasion qui se présente à lui de s'instruire, auprès de quelqu'un de compétent, de ce qui pourra lui être utile dans les projets d'avenir qu'il caresse, il en profite aussitôt. Et c'est grâce à lui que, pour venger un affront fait au drapeau royal, une escadre française va emporter d'assaut, aux Indes, cette ville de Mahé, dont il portait par hasard le nom et qui est restée l'un de nos comptoirs : La Bourdonnais eut l'idée de débarquer la nuit, avec des radeaux garnis de canons, et sur lesquels il avait fait disposer des balles de coton pour les protéger contre les tirs ennemis.

Peu après, pourvu de la plus haute décoration portugaise en reconnaissance du rôle qu'il avait joué dans la prise de Mahé, il s'embarqua sur un navire de la Compagnie des Indes, du contrôleur général des finances.

La Bourdonnais expose ses idées, ses réflexions, ses projets... et il sortira un jour, après l'une de ces conférences, avec le titre de gouverneur général des îles de France et Bourbon (nomination faite en accord avec la Compagnie des Indes).

Gouverneur général à trente-quatre ans, cela semble une réussite merveilleuse, quelque chose, un peu, comme une petite royauté.

Seulement il faut nous rappeler qu'en ce temps-là l'île de France et l'île Bourbon étaient loin de ce qu'elles

peuvent représenter de nos jours. Vous les voyez, n'est-ce pas, dans l'Océan Indien, à un peu moins de 900 kilomètres à l'est de Madagascar, de Madagascar qui se trouve elle-même à l'est de l'Afrique, dont elle est séparée par le canal de Mozambique ?

Or Madagascar, à cette date, n'avait aucun rapport avec l'île colonisée par les généraux Duchesne et Gallieni ; entièrement sauvage, elle n'était habitée que par des sauvages. Et pour parvenir à l'une comme aux autres il fallait faire tout le tour de l'Afrique et passer par le cap de Bonne-Espérance, puisque l'isthme de Suez n'avait pas encore été percé, qu'on n'avait pas encore découvert qu'on pût accéder à la mer, et que, puisque ce n'est que de 1869 à 1881 que, sur l'initiative de M. de Lesseps, ce gigantesque travail a été accompli.

Qu'était-ce donc que ces deux petites colonies où l'on envoyait notre gouverneur général ? Des îlots, ou presque ! Découvertes au début du seizième siècle, c'était à peine si l'habitude avait été prise d'y faire escale en allant aux Indes ou en revenant. On avait déposé quelques soldats rebelles à l'île Bourbon ; de temps en temps de rares colons venaient s'y installer, qui généralement renonçaient vite. Un début de pauvre ville s'était cependant formé à Saint-Denis, mais, comme on s'était peu à peu rendu compte que l'île de France présentait une côte plus propice aux navigateurs, c'était cette dernière qui avait reçu le plus d'émigrants ; elle comptait même un prêtre, et jusqu'à un chirurgien qui, selon l'habitude d'alors, était aussi barbier.

Pour moins de deux cents colons (la plupart du temps en mauvais termes les uns avec les autres) on comptait un millier d'esclaves noirs, dont beaucoup s'étaient révoltés et constitués en bandes dans les forêts de l'île, et qui n'étaient pas toujours commodes, loin de là, n'en déplaise à Bernardin de Saint-Pierre. Et comme les colons-cultivateurs avaient, en outre, à lutter contre la chaleur et les cyclones, contre les insectes (en particulier les sauterelles) et les rats, les singes, les

cochons sauvages, on comprend pourquoi il n'y avait pas foule, en 1735, pour tirer parti des richesses de l'île.

On se demandera peut-être pourquoi, dans ces conditions, La Bourdonnais était attiré à ce point par l'île de France et comment il avait pu rallier à ses idées de puissantes personnalités parisiennes. Mais c'est que notre héros, ayant travaillé pour la Compagnie des Indes, laquelle ne possédait encore en Asie que quelques comptoirs, se rendait compte de l'intérêt que pourrait présenter pour elle une escale intelligemment aménagée pour qu'on pût accéder à la mer, et ce que cette escale pourrait offrir à nos navires de commerce et de guerre. Alors nous serions en droit d'envisager mieux que de simples débouchés en Asie...

La Compagnie des Indes, qui n'avait pas ces larges vues, et qui n'aurait pas beaucoup entendu parler de dépenses, ne comprit pas d'abord les plans de La Bourdonnais, car celui-ci était — comme un Lyantey plus tard — un colonisateur de génie ne songeant pas, pour ceux qui l'employaient, au service immédiat. La Bourdonnais était donc beaucoup plus à l'avance que ses contemporains.

Il avait compris que, de la capitale, Port-Louis, dont la rade était d'accès commode, on pouvait faire un véritable port, et qu'il serait nécessaire aussi d'y édifier de véritables maisons en pierre au lieu des pauvres cases, et des entrepôts, des bureaux, un arsenal, un hôpital, une chapelle, une boulangerie (car il n'oubliait ni les besoins du corps ni les besoins de l'âme) ; il voulait aussi un aqueduc qui amènerait l'eau de la ville au caserne, un vrai quai, un moulin à vent. Il fit bâtir des chantiers, un pont volant, creuser des routes, construire des navires, fortifier la rade et la ville : redoutes, retranchements, batteries, citadelle. On aurait dit qu'il avait appris tous les métiers.

Henriette CHARASSON.

(A suivre.)

CHRONIQUE

Le Portugal et nous

Le 28 novembre 1976, après un séjour à Plessis-les-Tours où il avait sollicité Louis XI contre l'Espagne, le roi de Portugal, Alphonse V, faisait dans Paris, une entrée solennelle, escorté du prévôt des marchands, des échevins en damas blanc et rouge fourré de martre, du prévôt de Paris suivi lui-même de ses lieutenants et des officiers du roi en tenue d'apparat. On lui montrait le Parlement, le palais épiscopal, le Châtelet; il assista à deux plaidoiries contradictoires, entendit un théologien soutenir sa thèse, puis il visita les prisons. Austères divertissements en vérité, mais, selon Jean de Troyes, de « moult beaux et riches soupers » leur succédèrent et Louis XI, suivant la coutume et courtoisie de France, dit la chronique, donna la plus gentille dame de son royaume à son confrère portugais, qui la refusa très poliment.

M. Caetano da Matta, ministre du Portugal en France, que l'université de Toulouse recevait le 2 mars dernier, aurait, sans doute, plus que son royal prédécesseur, apprécié les tournois d'éloquence judiciaire et même la visite des prisons, lui qui réorganisa celles de son pays. Mais les réceptions, de nos jours, ont perdu de leur pittoresque, et seules les notes vives des robes universitaires rehaussaient la cérémonie présidée par M. Jérôme Carcopino, au cours de laquelle, ce jour-là, les insignes de docteur honoris causa furent remis au recteur de l'université de Lisbonne. A ce savant et solide esprit qui organisa l'institut juridique de Coimbra, collabora aux réformes législatives et monétaires de son pays, un négociateur de nombreux traités commerciaux, Toulouse entendait rendre hommage, mais aussi à l'ami très ancien de la France, à celui qui invita au Portugal maints professeurs français et qui, en 1935, au palais national de Cintra, célébra l'amitié des deux nations dans un banquet offert à nos parlementaires.

D'ailleurs, ne s'est pas démentie depuis la tragédie de 1940, et récemment encore M. Caetano da Matta présidait le conseil institué au Portugal pour venir en aide aux familles de nos prisonniers.

En choisissant l'éminent juriste pour le représenter auprès de l'Etat français, le Portugal ne faisait que suivre une tradition, s'il faut en croire le chevalier d'Oliveira, grand voyageur du dix-huitième siècle, qui écrivait dans ses Mémoires : « Le Portugal a eu de tout temps, dans les cours d'Europe, des ministres d'une sagesse et d'une expérience consommées. » C'est dans des cours internationales que le professeur de droit de l'université de Coimbra donna jusqu'ici la mesure des qualités que son compatriote attribue aux diplomates portugais. Au tribunal de La Haye, puis à la Société des Nations, ses interventions furent nombreuses et parfois décisives; il avait protesté naguère contre l'admission des Soviets à Genève, et c'est lui qui, en 1939, devait présider l'assemblée qui les en exclut.

On peut se demander cependant s'il avait une foi absolue dans l'efficacité de ces réunions et s'il ne partageait pas, à ce sujet, le scepticisme de son ami et ancien élève le docteur Salazar. Mais recevant à Lisbonne, en 1934, dans son plus beau spectacle, un des plus beaux spectacles du monde, le dictateur ne pouvait point cacher ses craintes devant l'impuissance de la Société des Nations, et notamment devant le paradoxe qui mettait les pays impériaux à la merci de ceux qui ignoraient tout des problèmes d'outre-mer; souci bien compréhensible de la part du chef de la quatrième puissance coloniale, après l'Angleterre, la France et les Pays-Bas, de celui qui, ayant rendu à son peuple la conscience des grands devoirs, voyait l'effacement dans la renaissance de l'esprit colonial une école d'énergie.

Comment le Portugal pouvait-il oublier que ses navigateurs avaient ouvert les routes maritimes et furent les premiers à découvrir des terres que d'autres colonisèrent? Mais si, à l'occasion, ses écrivains rappellent l'ancienneté des occupations portugaises, ils le font avec une retenue qui ne saurait blesser en rien leurs successeurs. C'est ainsi que M. Urbano Rodrigues, dans le *Diário de Notícias*, évoquait dernièrement à Lisbonne le souvenir laissé par le passage au Maroc de ses compatriotes et l'accueil chaleureux qu'ils recevaient encore aujourd'hui de la population musulmane. « De là vient peut-être, écrivait-il, la facilité avec laquelle les Français, depuis l'établissement de leur protectorat, ont fait de nous leurs amis, les collaborateurs. » Seule une affinité, nous ne dirons pas de race, mais de maîtrise en l'art de coloniser, peut expliquer l'harmonie qu'on peut observer et qu'on a toujours pu observer au Maroc dans les relations entre Portugais et Français. C'est par égard pour l'héroïque passé portugais que Lyautey, le grand rêveur et constructeur de ce nouvel empire, ne négligea aucun effort pour découvrir les vestiges de la domination de ceux qui enseignèrent aux musulmans l'art de la maçonnerie, de la charpente et de la ferronnerie, la pêche et la fabrication des conserves. Et notre confrère de noter, avec l'importance des colonies portugaises à Rabat, Casablanca, Meknès et Safi, l'harmonie qui règne entre les autorités et leurs travailleurs, dont la perfection

Sur Røderer

Le procès des responsables de la défaite

C'est une curieuse figure, celle de Røderer, dont M. Octave Aubry vient de publier les meilleures pages des Mémoires sur la Révolution, le Consulat et l'Empire. Un caractère? Certes non, et Napoléon, qui s'y connaissait en hommes, le tint toujours à l'écart des grands pouvoirs. Un citoyen courageux? Encore moins. Au 20 juin, il ne fit rien pour s'opposer à l'entrée au château par la populace. Sa conduite au 10 août fut lamentable : chargé de protéger Louis XVI contre l'émeute, au lieu de l'inciter à la résistance il le dirigea tout droit vers l'Assemblée, vraie source, où le souverain se laissa prendre. Mais s'il n'est pas doué des fortes qualités nécessaires à l'époque troublée où il vécut, c'est un témoin passionné de ces temps de bouleversement. Sans être un écrivain de grande classe et encore que de formation juridique, c'est certainement un journaliste, un curieux des gens et des choses, actif, informé, et qui aime à coucher sur le papier ses impressions. Un habile aussi, qui a toujours pris grand soin de sa fortune et flairé le vent. Avant sa chute sous la Terreur et avoir échappé à la déportation en Fréchet, il fut des entreprises qui méritent le respect.

Son histoire, après tout, est celle de tant de ses contemporains : quand on a réussi à se maintenir dans les premiers rangs depuis la chute de la monarchie jusqu'à Waterloo, c'est évidemment que l'on s'est livré à une succession de palinodies. Sans avoir prêté autant de serments de fidélité à autant de régimes que le chancelier Pasquier, Røderer a prouvé qu'il savait « s'adapter ». Sa grande époque sera le premier Empire. Présenté à Bonaparte par Talleyrand avant l'expédition d'Egypte, il a été assez observateur et assez adroit pour deviner le rôle qu'allait assigner le petit général républicain, et pour travailler de toutes ses forces à son avènement. M. Octave Aubry dit qu'il fut la plume du complot de Brumaire. C'est lui qui rédigea l'Adresse aux Parisiens par laquelle fut annoncé le coup d'Etat, puis qu'il négocia l'effacement de Sieyès et amena la désignation de Lebon comme consul. C'étaient des titres à la reconnaissance du maître : devenu empereur, Napoléon le fit entrer au Conseil d'Etat et le nomma président de la section de l'intérieur.

Ce sera là sa fonction officielle, où il accomplira un dur labeur comme tous les grands commis de cette époque; mais l'intérêt pour nous est dans les relations constantes d'intimité qu'il entretenait jusqu'au bout avec Napoléon. Celui-ci parlait devant lui à cœur ouvert, s'élevait avec cette liberté hantée qu'il ne saurait jamais; Røderer, prodigieusement intéressé, notait avec soin les paroles, et, rentré chez lui, les résumait fiévreusement en conservant l'accent, le ton et le mouvement de la conversation, si bien qu'il nous a livré, en une suite d'« entretiens », remarquables, un document de premier ordre. En somme, c'est un mémoriste à rempôt, pendant le règne impérial, la même tâche que Las Cases à Sainte-Hélène, mais le style de Røderer est plus nerveux, l'accent est plus direct, l'expression de vérité qu'il rend est plus hallucinante.

Ces qualités innées de journaliste de grande classe lui ont assuré l'audience de la postérité et empêcheront son nom de périr : aucun historien de l'Empire ne pourra négliger une source de cette importance. La psychologie de Napoléon,

Le président. — ...Et que le désarmement progressif.

M. Blum. — Ce n'est pas affaiblir le moral d'un peuple que de ne pas laisser se poursuivre l'espérance, le rêve, mais l'espérance d'un arrangement pacifique international. Nul peuple ne peut être conduit à la guerre si l'on ne lui donne pas l'impression que l'on a tout fait pour sauver la paix. Il faut, quand la guerre éclate, que l'on puisse lui dire : « Nous n'avons pas voulu cela. La guerre nous a été imposée. » Et cela est particulièrement vrai dans un pays républicain. Monsieur le président, j'ai beaucoup de peuples et de respect des conventions que j'ai raison dans ce débat.

Un magistrat fait : non, de la tête, et échange un sourire avec son voisin.

M. Blum. — Je passe aujourd'hui pour ce belliciste après avoir été traité longtemps de pacifiste. La vérité est que la paix que nous voulons était une paix indivisible reposant sur la liberté des peuples et le respect des conventions. Quand les pacifistes belants, comme moi, ont vu que la sécurité collective avait besoin de s'arrêter, j'ai fait ce que je devais faire comme chef de gouvernement : j'ai voulu annexer la France, mais je n'ai pas voulu laisser se poursuivre l'espérance du désarmement.

M. Léon Blum fait brièvement allusion à un entretien d'ordre diplomatique, puis demande à se reposer quelques minutes, ayant peu dormi la nuit dernière.

Faiblesse devant l'agitation révolutionnaire

A la reprise, le président du conseil de juin 1936 doit répondre sur les trois ordres de faits relevés contre lui : la paix, la faiblesse devant l'agitation révolutionnaire, spécialement les occupations et les neutralisations d'usines, la diminution de la production, d'où l'incidence que l'on sait sur la défense nationale.

M. Léon Blum rappelle qu'il a déjà beaucoup insisté hier sur la gravité extrême, sur les causes et sur les conséquences du mouvement de mai et juin 1936. Ce mouvement, dit-il, a commencé de décroître à partir des accords pris à l'hôtel Matignon. Il pense que l'aide de la C. G. T. et l'appel de M. Léon Jouhaux contribuèrent aussi à cet apaisement. Il ajoute que la décroissance fut assez lente, mais que, dès juillet, le mouvement n'aurait plus qu'un caractère local. Il y eut une courte recrudescence en décembre; ensuite, on ne constate plus que des cas particuliers.

M. Blum. — Le mot d'occupation n'est pas tout à fait juste. Il n'y eut jamais d'usine occupée par des ouvriers venus du dehors. A l'heure du changement d'équipe, les ouvriers au lieu de s'en aller restaient sur le lieu du travail. Il faudrait employer l'expression de la grève pratiquée par le mode de manifestation à la grève sur le tas. Au point de vue de l'ordre, cette forme de grève présente un véritable avantage : les ouvriers occupent l'usine mais il est vrai aussi que l'usine occupe les ouvriers.

On rit, mais M. Léon Blum ne plaisante pas et il reprend avec sérieux :

Les ouvriers qui occupaient l'usine n'étaient pas dans la rue; ils étaient évacués des cortèges, les bagages et les incidents étaient évacués. Par contre, il y avait, je l'ai toujours reconnu, violation du droit de propriété, d'un droit de propriété, d'un droit de propriété, et qu'en réalité les propriétés d'usines n'étaient pas d'annonciation. Mais le gouvernement de

